RÈGLEMENT D'INTERVENTION DE LA DIRECTION DE L'INSERTION, DE L'HABITAT ET DE LA COHÉSION SOCIALE EN MATIÈRE DE SUBVENTIONS

INFORMATIONS PRÉLIMINAIRES

Les organismes bénéficiant de subventions de la Direction de l'Insertion, de l'Habitat et de la Cohésion Sociale (D.I.H.C.S.) du Département de Seine-et-Marne sont dénommés dans le présent règlement : les bénéficiaires.

Un règlement d'intervention en matière de subventions doit permettre :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité,
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives,
- de clarifier les conditions d'attribution et de versement des subventions par la collectivité vis-à-vis des bénéficiaires,
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Avant d'effectuer une demande d'aide financière, tout bénéficiaire doit s'assurer qu'il répond aux critères du présent règlement.

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 - Définition et objet des subventions

La subvention est une contribution financière ou matérielle (locaux, personnel,...) à caractère facultatif et sans contrepartie de la personne publique à une opération justifiée par l'intérêt général mais qui est initiée et menée par un tiers.

La subvention vise à ce que la collectivité puisse soutenir un projet dont elle n'a pas l'initiative mais qui doit relever d'une compétence lui appartenant ou d'un intérêt local.

Les conventions de subventions ne sauraient ainsi se confondre avec les marchés publics dont la vocation est de répondre à un besoin identifié par la collectivité en contrepartie d'un prix.

Il incombe à la collectivité de vérifier qu'il s'agit juridiquement d'une subvention avant l'attribution, puis, dans un second temps, d'en vérifier l'utilisation.

L'attribution d'une subvention à un bénéficiaire n'est pas un droit pour le demandeur, y compris lorsque l'association ou l'organisme en a déjà bénéficié lors d'un exercice antérieur.

Article 1.2 - Champ d'application du règlement

Le présent règlement s'applique aux aides accordées sous forme de subventions aux bénéficiaires par le Conseil départemental de Seine-et-Marne ou par la Commission permanente qui a délégué à cet effet.

Article 1.3 - Types d'aides et de dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention

Les aides de la D.I.H.C.S. aux bénéficiaires sont uniquement financières.

Elles font l'objet d'une décision d'attribution par l'assemblée délibérante.

Parmi les subventions financières, la D.I.H.C.S. distingue :

- les subventions de fonctionnement (SF) : elles concourent au fonctionnement général du bénéficiaire,
- les subventions affectées à un projet ou une action : elles concourent à la réalisation d'un projet précis relevant d'une compétence de la D.I.H.C.S..

Article 1.4 - Éligibilité des bénéficiaires à l'attribution de subventions

Le Département n'a pas vocation à être l'unique financeur. La priorité est donnée aux bénéficiaires ayant fait une recherche de co-financements.

Pour être éligible à une subvention, le bénéficiaire doit :

- être régulièrement déclaré,
- être à jour de ses obligations fiscales et sociales,
- justifier d'au moins une année d'existence.

La demande doit présenter un intérêt départemental.

Pour être éligible à une subvention, le bénéficiaire doit par ailleurs localiser l'activité concernée ou le projet sur le territoire départemental.

ARTICLE 2 - DEMANDE ET ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS

Article 2.1 - Constitution du dossier et dépôt

Des campagnes annuelles seront ouvertes sur le site du Département de Seine-et-Marne et préciseront les délais et modalités de transmission des demandes.

La présentation de la demande de subvention se fait par un courrier signé du président ou du trésorier de l'association ou de l'organisme sollicitant la subvention. A ce courrier doit être joint le formulaire spécial, soit pour une subvention de fonctionnement, soit pour un projet spécifique, disponible sur le site internet du Département de Seine-et-Marne dûment rempli et complété des pièces exigées telles qu'indiquées dans le dit formulaire.

Tout dossier incomplet ou hors délais ne sera pas recevable.

Article 2.2 - Instruction du dossier

Pour être instruit par les services de la D.I.H.C.S., le dossier de demande de subvention doit être complet. Toute question pourra faire l'objet d'un échange avec les services.

Un accusé de réception du dossier est envoyé au bénéficiaire par courriel et précise s'il a été reçu complet ou incomplet. Cet accusé de réception ne constitue pas un engagement de l'attribution de la subvention.

Article 2.3 - Conditions d'attribution de subvention

Les conditions d'attribution de subvention sont précisées dans les différents dispositifs spécifiques, mais seront notamment pris en compte :

- L'inscription du projet dans les objectifs et les compétences du Département, (schémas départementaux, liens avec les structures départementales...),
- Le respect des règlements spécifiques en vigueur,
- La nature des activités présentées et de leur intérêt,
- Les autres participations financières obtenues par les autres financeurs publics et privé,
- L'analyse de la trésorerie de la structure ou de ses documents comptables.

Article 2.4 - Décision et notification d'attribution

Si les crédits ne sont pas immédiatement disponibles, le bénéficiaire est informé de la non-prise en compte de son dossier dans l'immédiat.

Si les crédits sont disponibles, le dossier est présenté au Conseil départemental ou à la Commission permanente lorsqu'elle a obtenu délégation, à l'issue de son instruction.

Dans le cadre de l'instruction des demandes et selon le dispositif d'aide sollicité, le Département pourra organiser un comité de sélection interne, ou solliciter des partenaires externes spécialisés sur le domaine d'intervention du projet porté, afin de recueillir leur avis.

La décision d'attribution de la subvention est communiquée par le Département de Seine-et-Marne au bénéficiaire.

Cette décision d'attribution s'accompagne :

- d'une simple notification pour les subventions inférieures à 23 000 €, qui précise notamment le bénéficiaire de la subvention, l'opération subventionnée, le coût global du projet, le montant de la subvention et les conditions de versement,
- d'un projet de convention pour les subventions supérieures ou égales à 23 000 €, qui précise les engagements réciproques du Département et de la structure.

Article 2.5 - Obligation de conventionnement

Conformément à l'article 10 (al.3) de la loi n° 2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, une convention sera obligatoirement conclue avec l'organisme de droit privé bénéficiaire de la subvention, lorsque le montant annuel dépasse la somme de 23 000 euros.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DES BÉNÉFICIAIRES

Article 3.1 - Mesures d'information du public

Dans un objectif de respect des principes de transparence de l'octroi de fonds publics et de valorisation de la collectivité, les bénéficiaires de subventions ont l'obligation de mettre en évidence le concours financier du Département, notamment par l'apposition du logo du Département de Seine-et-Marne sur toute communication.

Article 3.2 - Contrat d'engagement républicain

Conformément à l'art. 5 du décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 :

L'association ou la fondation bénéficiaire de la subvention du Département veille à ce que le contrat d'engagement républicain soit respecté. Sont imputables à l'association ou la fondation les manquements commis par ses dirigeants, ses salariés, ses membres ou ses bénévoles agissant en cette qualité, ainsi que tout autre manquement commis par eux et directement lié aux activités de l'association ou de la fondation, dès lors que ses organes dirigeants, bien qu'informés de ces agissements, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient.

Les engagements souscrits au titre du contrat d'engagement républicain sont opposables à l'association à compter de la date de souscription du contrat.

Est de nature à justifier le retrait d'une subvention, en numéraire ou en nature, un manquement aux engagements souscrits au titre du contrat.

Le retrait porte sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement.

Article 3.3 - Obligations administratives et comptables

En vertu de l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, tout bénéficiaire ayant reçu une subvention du Département de Seine-et-Marne est tenue de lui transmettre une copie certifiée de son budget et de ses comptes.

Il sera par ailleurs demandé par les services du Département de transmettre les pièces suivantes :

- pour les subventions de fonctionnement inférieures à 23 000 €, un rapport d'activité,
- pour les subventions de fonctionnement supérieures à 23 000 € ; un bilan d'activité et devra se conformer aux obligations prévues dans le cadre de la convention de partenariat,
- pour les subventions relatives à une action spécifique inférieures à 50 000 €, un bilan quantitatif, qualitatif et financier,
- pour les subventions relatives à une action spécifique supérieures à 50 000 €, un bilan quantitatif, qualitatif et financier ainsi que des justificatifs de dépenses.

Un formulaire type est disponible sur le site du Département de Seine-et-Marne avec le formulaire de demande de subvention.

Article 3.4 - Modifications

Tout bénéficiaire d'une subvention du Département de Seine-et-Marne doit faire connaître les possibles changements intervenus dans sa direction ou administration et transmettre ses statuts actualisés, dans les meilleurs délais.

Article 3.5 - Contrôles

Tout organisme ayant bénéficié d'une subvention peut être soumise au contrôle du Département de Seine-et-Marne, en application de l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales.

Le Département de Seine-et-Marne peut mener des contrôles de la conformité de l'activité du bénéficiaire avec son objectif initial notamment par des visites sur place ou l'instauration d'une mission d'audit.

	Subventions inférieures à 23 000 €	Subventions globales de fonctionnement supérieures ou égales à 23 000 €	Subventions spécifiques comprises entre 23 000 € et 50 000 €	Subventions spécifiques supérieures ou égales à 50 000 €
Attribution	Notification qui précise notamment le bénéficiaire de la subvention, l'opération subventionnée, le coût global du projet, le montant de la subvention et les conditions de versement.	Convention qui précise les engagements réciproques du Département et de la structure.	Convention qui précise les engagements réciproques du Département et de la structure et qui flèche l'utilisation de la subvention.	Convention qui précise les engagements réciproques du Département et de la structure et qui flèche l'utilisation de la subvention.
Contrôle et reporting	Rapport d'activité de la structure	Bilan de l'activité subventionnée afin de s'assurer du respect des obligations et objectifs prévues dans le cadre de la convention de partenariat.	Un bilan quantitatif, qualitatif et financier (pièces justificatives à transmettre à la demande de l'administration).	Un bilan quantitatif, qualitatif et financier ainsi que des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Article 4.1 - Obligations de communication

Obligation de communiquer aux conseillers départementaux qui en font la demande ainsi qu'à toute personne intéressée qui en fait la demande, les comptes certifiés des associations concernées par l'obligation de communication (Article L.2313-1 du CGCT applicable aux départements par renvoi de l'article L.3313-1 du CGCT).

Article 4.2 - Conflit d'intérêts

Les élus et les agents départementaux veillent à prévenir ou à faire cesser tout conflit d'intérêts.

Est qualifiée de conflit d'intérêts, « *toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction* » (article 2 de la loi du 11 octobre 2013).

En leur qualité d'agents publics, les agents chargés de l'instruction des demandes de subventions exercent leurs fonctions avec impartialité, intégrité et probité. Ils s'abstiennent d'instruire un dossier, ou d'en assurer le suivi, concernant un organisme susceptible d'être attributaire d'une subvention départementale et dans lequel ils détiennent un intérêt personnel soit directement soit par l'intermédiaire de leurs proches.

Les élus ne prennent part ni aux travaux préparatoires, ni aux débats, ni au vote de toute délibération concernant un organisme susceptible d'être attributaire d'une subvention départementale et dans lequel ils détiennent un intérêt personnel soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs proches.

La participation d'un élu départemental aux délibérations relatives à cet organisme serait illégale et pourrait être annulée et ce, quel que soit la nature de l'intérêt de l'élu pour cet organisme (article L.2131-11 du CGCT).

Ces obligations sont par ailleurs rappelées dans la Charte de déontologie des élus et des agents départementaux approuvée par le Conseil départemental du 6 avril 2023, chaque élu et agent ayant confirmé leur engagement à appliquer les principes qui y sont énoncés.

ARTICLE 5 - SANCTIONS ET LITIGES

Article 5.1 - Absence de respect du règlement (totale ou partielle) et des obligations

Le non-respect du présent règlement peut entraîner une interruption du versement de la subvention, une demande de reversement en totalité ou en partie des aides versées par l'émission d'un titre de recettes et une non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

Article 5.2 - Non-conformité de la réalisation avec l'objectif initial tel qu'il figure dans l'attribution de subvention

En cas de non-respect de l'objectif pour lequel la subvention a été initialement versée, un reversement de l'aide sera demandé.

Article 5.3 - Règlement des litiges

En cas de litige, le Département de Seine-et-Marne et le bénéficiaire s'engagent à rechercher une solution amiable.

ARTICLE 6 - MODIFICATION ET RÉSILIATION DU RÈGLEMENT

Le Département se réserve la possibilité de modifier à tout moment, par délibération de l'Assemblée départementale, les modalités d'octroi et de versement des aides départementales.

Le présent document est donc non contractuel et susceptible de modification sans préavis.